

Hélène Harter

Les États-Unis

Démocratie et puissance

UNE TRÈS BRÈVE HISTOIRE

INTRODUCTION

Le 4 juillet 2026, les Américains célébreront le 250^e anniversaire de leur indépendance. À l'échelle de l'histoire de la France, c'est peu. Pour un pays neuf comme les États-Unis, c'est beaucoup. Durant cette courte période, les Américains ont conquis un territoire presque vingt fois plus étendu que le nôtre tandis que leur population est passée de 2,5 millions à plus de 330 millions d'habitants. Ils ont bâti une superpuissance économique, politique, militaire et culturelle, se sont imposés comme le pays qui attire le plus les immigrants dans le monde tout en inventant un régime démocratique d'une stabilité sans équivalent.

Proposer une très brève histoire d'un pays constitue un défi intellectuel. Cela permet cependant d'identifier des lignes de force sur la longue durée et ce faisant de mettre en perspective des enjeux très contemporains en dépassant l'écume des événements et en leur donnant du sens. Aujourd'hui, entre attachement à leurs valeurs et remise en cause de leurs institutions, entre tentations isolationnistes

et impérialistes, les Américains sont à la croisée des chemins. La société connaît un degré de polarisation sans précédent depuis cinquante ans, qui se traduit notamment dans les urnes. Ces fortes divisions nous conduisent à nous interroger sur deux points cruciaux de l'histoire américaine : le rapport des Américains à la démocratie et à l'État d'une part; leur positionnement international et leur rapport à la puissance d'autre part.

Écrire l'histoire des États-Unis pose des défis particuliers. Le pays suscite admiration ou détestation, souvent sans demi-mesure. En France, il n'existe pas d'ailleurs de terme équivalent à « l'anti-américanisme » pour les autres États, même pour ceux avec qui nous avons été à de multiples reprises en guerre, comme l'Angleterre. Les États-Unis sont l'objet par ailleurs d'une couverture médiatique si importante que nous avons l'impression d'une familiarité, souvent trompeuse. Nos deux pays partagent ainsi l'héritage des Lumières mais les Américains ont une culture politique qui leur est propre. Elle est marquée notamment par l'importance du fédéralisme, qui donne une place centrale aux États fédérés au détriment du gouvernement central, dit fédéral, qui est souvent considéré avec méfiance. Pour comprendre ces enjeux, il nous faut nous plonger dans l'histoire.

1

**AVANT LES
ÉTATS-UNIS**

L'histoire des États-Unis ne débute pas *ex nihilo* en 1776. Le territoire du pays est peuplé depuis les temps préhistoriques. Les premiers habitants sont venus de Sibérie 16 000 ans plus tôt. À la fin du xv^e siècle ils sont 5 millions et vivent organisés en tribus qui parlent plus de 400 langues. Ils appartiennent à des groupes culturels aussi divers que les Anasazis (dans le Sud-Ouest) ou les Iroquoiens (dans le Nord-Est). L'arrivée de Christophe Colomb aux Antilles en 1492 bouleverse leur histoire, en les baptisant par erreur « Indiens » et surtout en lançant les débuts de la colonisation européenne. C'est de cette histoire coloniale que naissent les États-Unis.

UNE COLONISATION EUROPÉENNE SUR DES TERRES INDIENNES

Les Espagnols sont à l'origine des premiers peuplements européens sur le territoire états-unien. À la suite du voyage de Colomb, ils tentent de coloniser la Floride depuis les Caraïbes à partir de 1513 et y fondent en 1565 un premier établissement

pérenne, San Agustín (aujourd'hui St. Augustine). À l'ouest, ils prennent possession de la Californie en 1542. D'autres puissances européennes leur emboîtent le pas. En ces temps de première mondialisation, elles sont expansionnistes et stimulées par leurs rivalités. C'est ainsi que la France de François I^{er} est à l'origine de l'exploration de l'embouchure de l'Hudson au niveau de New York dès 1524, avec le voyage de Verrazzano.

L'arrivée sur le trône d'Elisabeth I^{re} en 1558 permet à l'Angleterre de rattraper son retard. En 1584, les Anglais fondent une colonie dans la baie de Chesapeake qu'ils baptisent Virginie en l'honneur de leur reine (dont le surnom est «la Reine Vierge» car elle n'est pas mariée). C'est un échec, mais en 1607, au début du règne de Jacques I^{er}, ils réussissent finalement à y établir une colonie permanente : Jamestown. Les Américains s'inscrivant dans l'histoire de l'Empire britannique, et pas espagnol, ils datent le début de leur histoire de cet événement. Une deuxième colonie suit en 1620, Plymouth. Elle est établie dans la baie du Massachusetts par des puritains, les Pères Pèlerins.

Ces premiers établissements sont très fragiles. Deux tiers des 104 habitants de Jamestown périssent lors du premier hiver. Leur survie ne tient qu'à la cohabitation avec leurs 30 000 voisins Algonquiens. Ce sont eux qui leur apprennent à cultiver une

plante qui leur est inconnue : le maïs. Les habitants de Plymouth vivent une situation similaire comme le rappelle la fête de Thanksgiving qui, chaque quatrième jeudi de novembre, commémore les premières moissons rendues possibles grâce aux autochtones.

L'arrivée incessante de nouveaux colons conduit cependant les Amérindiens à prendre les armes pour défendre leur territoire. C'est le cas des Powhatan en Virginie dès 1623. Vaincus, ils doivent signer des traités par lesquels ils abandonnent leurs terres. À la fin du XVII^e siècle, les Amérindiens ne sont plus que 600 000 et ne menacent plus la pérennité des établissements coloniaux anglais. Ils ont face à eux des ennemis peu nombreux mais pourvus d'armes plus avancées technologiquement. Ils sont par ailleurs affaiblis par leur absence d'immunité face aux maladies apportées par les Blancs, telle la variole. C'est à elles plus qu'aux guerres qu'ils doivent leur déclin démographique.

DANS L'EMPIRE BRITANNIQUE

À la fin du XVII^e siècle, douze colonies anglaises s'étendent désormais sur 1 800 kilomètres le long de la côte atlantique : celles du Massachusetts, du New Hampshire, du Rhode Island et du Connecticut en Nouvelle-Angleterre ; celles de New York, du New Jersey, de la Pennsylvanie et du Delaware qui

forment les colonies du milieu ; celles du Maryland, de la Virginie et des Carolines dans le Sud. Une dernière colonie, la Géorgie, est créée en 1732. Ces établissements constituent le cœur d'un empire britannique en construction.

Au début, ils sont financés par des sociétés de marchands ; une situation qui vaut même pour les très religieux puritains du Massachusetts. Le souverain britannique leur accorde une charte par laquelle il leur concède des terres dans le Nouveau Monde avec pour mission de les mettre en valeur et d'en favoriser le peuplement tout en y instaurant les lois et les coutumes anglaises. Avec la fin en 1660 de la guerre civile qui déchirait l'Angleterre depuis vingt ans, les Anglais étendent leur emprise géographique et créent des colonies à propriétaires comme la Pennsylvanie de William Penn en 1681. Leur création récompense l'élite nobiliaire pour son soutien aux Stuarts restaurés. Une politique commune est en outre définie pour l'ensemble des colonies depuis Londres, tandis qu'un gouverneur est chargé d'appliquer les décisions de la métropole à l'échelle de chaque colonie. Les colons doivent ainsi respecter les Lois de navigation (*Navigation Acts*) de 1651 qui imposent le mercantilisme, c'est-à-dire l'obligation de commercer seulement au sein de l'Empire. C'est une contrainte mais aussi un atout en raison de son dynamisme économique. Le

commerce s'impose d'ailleurs comme le moteur de l'économie des Treize Colonies qui exportent 60 % de leur production vers la métropole.

Leurs habitants ont le sentiment d'appartenir à l'Empire britannique. Non seulement ils sont les sujets du roi d'Angleterre, mais près de 86 % des 470 000 hommes et femmes qui traversent l'Atlantique pendant l'époque coloniale viennent d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande. Ils soutiennent les quatre guerres qui, entre 1689 et 1763, opposent l'Angleterre et la France jusque dans leurs colonies. Ils sont aussi attachés aux droits et libertés acquis en Angleterre avec la Grande Charte de 1215 et la Glorieuse révolution de 1688 qui conforta le rôle du Parlement face à la Couronne; à titre individuel, mais aussi parce qu'ils permettent une forme de démocratie locale. Bien que les gouverneurs soient décisionnaires en dernière instance, ils doivent composer avec des assemblées élues qui légifèrent en s'inspirant du Parlement britannique.

UNE CULTURE DE L'AUTONOMIE

Les colonies britanniques ne forment pas un ensemble politique unique, mais disposent de structures propres. Au fil des générations, elles acquièrent des identités particulières qui font la fierté de leurs habitants. Le Massachusetts, par exemple, s'organise autour du pacte du Mayflower

signé en 1620 par les premiers puritains et qui porte le nom du navire qui les a amenés en Amérique.

Les colonies se caractérisent notamment par leur spécificité religieuse. Le protestantisme domine à plus de 90 %, mais la Pennsylvanie abrite des quakers, tandis que les catholiques sont nombreux dans le Maryland. Alors qu'en Europe les sujets doivent souvent suivre la religion de leur souverain, en Amérique, l'anglicanisme (la religion officielle de la métropole), n'est très pratiqué que dans le Sud, tandis que de nouvelles dénominations protestantes comme le méthodisme émergent à partir des années 1740 avec la poussée de foi évangélique qu'on qualifie de Grand Réveil. Certaines colonies sont marquées par des phénomènes d'intolérance – l'exemple le plus célèbre est celui des puritains de Salem à la fin du XVII^e siècle qui exécutent vingt personnes pour sorcellerie – mais l'Amérique britannique se caractérise surtout par son pluralisme religieux. Les colonies sont d'ailleurs perçues comme le refuge par excellence pour les minorités persécutées en Europe : les puritains, mais aussi les huguenots français chassés par la révocation de l'Édit de Nantes en 1685 et les mennonites venus des États allemands et des Provinces-Unies.

D'une colonie à l'autre, les structurations politiques diffèrent. Les habitants sont ainsi plus ou moins associés au processus décisionnel : beaucoup

dans l'État de New York où 70 % des hommes libres ont le statut d'électeurs, peu en Virginie où le pouvoir appartient aux planteurs. Les choix économiques y sont pour beaucoup. Les colonies du Nord et du Milieu s'organisent autour d'une agriculture diversifiée et du travail libre. Celles du Sud se structurent autour d'une économie de monoculture centrée sur l'exportation du tabac, du coton (en Virginie) et du riz (dans les Carolines), qui fonctionne grâce au recours massif à l'esclavage. Vingt esclaves arrivent à Jamestown en provenance d'Afrique en 1619. 600 000 autres subissent à leur tour le même destin, au point qu'à la fin de l'époque coloniale les Treize Colonies contribuent à 5,5 % de la traite transatlantique et comptent un demi-million d'esclaves sur une population de 2,5 millions, pour l'essentiel dans les colonies du Sud. Elles sont diverses et leurs habitants, pour peu qu'ils soient libres, s'en satisfont pleinement.

LES ESPOIRS DÉÇUS DE LA GUERRE DE SEPT ANS

Au milieu du XVIII^e siècle, les colons regardent l'avenir avec optimisme. Leurs colonies prospèrent et ils pensent tirer profit de la victoire britannique dans la guerre de Sept Ans (1756-1763) qui oppose la France à l'Angleterre. À l'instar de George Washington, de nombreux colons participent à cette guerre qu'ils appellent «des Français et des

Indiens». Ils espèrent s'approprier les terres de ces derniers pour étendre leurs colonies. Or, les autorités britanniques leur interdisent de s'étendre dans les terres conquises à l'ouest des Appalaches pour éviter les révoltes indiennes. Elles répriment aussi plus fermement les contrebandiers qui ne respectent pas le mercantilisme et créent des impôts sur le sucre (1764) et sur le timbre (1765) pour financer le coût élevé de la guerre.

Les colons, pétris des nouvelles idées des Lumières qui théorisent l'importance de la liberté et de l'égalité, y voient une atteinte à leurs droits de Britanniques et en particulier à celui qui veut qu'il ne puisse pas y avoir de taxation sans représentation. Or ils n'élisent pas de représentants au parlement de Westminster. Contrairement aux révolutionnaires français, ils ne revendiquent pas de nouveaux droits mais veulent garantir ceux existants. Les plus militants rédigent des pétitions, boycottent les produits britanniques – une arme puissante dans un empire organisé autour du commerce –, perpètrent des actes de violence contre les douaniers. Les Britanniques y voient un trouble à l'ordre public qu'il faut réprimer. Lorsque le 5 mars 1770 leur armée tire sur des manifestants à Boston, les positions des colons se radicalisent et le sentiment antibritannique prend de l'ampleur.

SUR LE CHEMIN DE L'INDÉPENDANCE

Une conscience nouvelle de partager une cause commune gagne aussi les colonies. C'est particulièrement le cas lorsque le roi George III fait fermer le port de Boston après la *Tea Party* (partie de thé) de Boston qui a vu en décembre 1773 la destruction des cargaisons de la compagnie anglaise des Indes orientales en réponse à l'application plus stricte des lois de Navigation. Cela inquiète les colonies parce que le commerce est vital pour leur économie. En septembre 1774, elles délèguent des représentants pour former illégalement un Congrès chargé de réfléchir à des actions communes. Les choses s'enveniment encore le 19 avril 1775 quand des coups de feu sont échangés entre les miliciens chargés d'assurer la défense de la colonie du Massachusetts et les troupes anglaises.

Les contestataires prennent alors la décision de réunir un second Congrès – dit continental – à Philadelphie en mai 1775. Celui-ci met sur pied une armée et en confie la direction à George Washington. À la fin du mois d'août, le roi acte le fait que ses colonies américaines sont en état de rébellion. Le Congrès ne va pas jusqu'à la séparation officielle pour autant. Une majorité des colons est loyaliste. Sortir de l'empire, c'est par ailleurs assécher son commerce. L'idée fait cependant son chemin alors que les engagements armés se multiplient.

C'est ainsi que le 4 juillet 1776, le Congrès adopte une déclaration d'indépendance qui proclame la naissance d'un nouveau pays, les États-Unis d'Amérique. Ses rédacteurs donnent la première traduction concrète des idées des Lumières : « Nous tenons ces vérités pour évidentes par elles-mêmes que tous les hommes naissent égaux, que leur Créateur les a dotés de certains droits inaliénables, parmi lesquels la vie, la liberté et la recherche du bonheur; que pour garantir ces droits, les hommes instituent parmi eux des gouvernements dont le juste pouvoir émane du consentement des gouvernés.» L'événement est révolutionnaire.

Table des matières

<i>Introduction</i>	6
1. AVANT LES ÉTATS-UNIS.....	9
2. LA CONSTRUCTION D'UN ÉTAT DÉMOCRATIQUE (1776-1791).....	21
3. ENTRE ISOLATIONNISME ET EXPANSIONNISME (1783-1823).....	33
4. UN EXPANSIONNISME SUR FOND DE GUERRES AU XIX ^E SIÈCLE	45
5. LA DÉCOUVERTE DE LA PUISSANCE (1865-1914).....	55
6. D'UNE GUERRE MONDIALE À L'AUTRE (1914-1941).....	65
7. LE COURT « SIÈCLE AMÉRICAIN » (1941-1965).....	75
8. LA SUPERPUISSANCE BOUSCULÉE PUIS RETROUVÉE (1965-1991).....	87
9. ESPOIRS ET DÉSILLUSIONS DE LA MONDIALISATION (1991-).....	97
<i>Bibliographie</i>	109